



Troisième Rapport Annuel Consolidé des activités du Fonds ONE UN des Comores

**Equipe Pays - Bureau du Coordonnateur Résident
B.P. 648 – Moroni, Union des Comores
<http://km.one.un.org>**

22 mai 2013

Fonds One UN des Comores

Agences participantes en 2012

ORGANISATIONS PARTICIPANTES	
	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
	Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)
	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
	Organisation Internationale du Travail (OIT)
	Organisation mondiale de la Santé (OMS)
 <small>Empowered lives. Resilient nations.</small>	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Abréviations et Acronymes

AA	Agent administratif
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident
BIT	Bureau International du Travail
Bureau MPTF	Bureau de gestion des fonds multipartenaires
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CRTR	Cellule de Réflexion pour une Transition Réussie
EDS/MICS	Enquête Démographique de Santé/Multi Indicators Cluster Survey (Enquête à grappe multiples d'indicateurs)
EFW MPTF	Expanded Funding Window MultiPartner Trust Fund
EPT	Education pour Tous
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GPE	Partenariat Mondial pour l'Éducation
MOU	Memorandum of Understanding (Protocole d'Accord)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PCNUAD (UNDAF)	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PMA	Pays Moins Avancés
PMT	Programme Management Team
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PrU	Programme Unique
RESEN	Rapport d'Etat du Système de l'Éducation Nationale
SCRP	Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
SNU	Système des Nations Unies
UNCDF	Agence d'investissement des Nations Unies (United Nations Capital Development Fund)
UdA (DaO)	Initiative « Unis dans l'Action » (Delivering as One)
UNDAF	UN Development Assistance Framework
UNDG	UN Development Group
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	United Nations Operation Services
UNRDT	United Nations Regional Director's Team
VBG	Violence Basée sur le Genre

Définitions

Agence de mise en œuvre : Organisation qui prend la direction d'un projet en assurant la coordination de toutes les activités et en fournit les rapports.

Allocation : Montant approuvé par le Conseil d'administration du Fonds.

Bailleurs de fonds : Les parties qui apportent les moyens financiers pour la mise en œuvre des programmes arrêtés.

Clôture du projet financier : Un projet ou un programme est considéré comme étant clôturé financièrement lorsque toutes les obligations financières d'un projet ou un programme opérationnel complété ont été réglés, et aucune redevance financière ne peut être encourue.

Clôture du projet opérationnel : Un projet ou un programme est considéré comme étant clôturé opérationnellement lorsque toutes les activités pour lesquelles une Organisation participante est responsable en vertu du document programmatique approuvé ont été achevées.

Contributions des bailleurs : Les sommes versées par les bailleurs par l'entremise de l'Agent administratif.

Coûts directs : Les coûts qui peuvent être tracés ou identifiés comme faisant partie du coût de l'exécution du Fonds fiduciaire.

Coûts indirects : Un coût général qui ne peut pas être directement lié à un programme ou une activité particulière des Organisations participantes. En vertu du MPTF de l'ONU, ces coûts s'élèvent à sept pour cent selon l'accord de recouvrement des coûts du GNUD MPTF.

Dépenses du projet : Montant des décaissements pour les projets réalisés ainsi que les engagements non liquidés au cours de l'année.

Date de démarrage du projet : Date du transfert du premier versement du Fonds Fiduciaire Multipartenaire (MPTF Office) à une Organisation participante.

Engagement des bailleurs de fonds : Une contribution des donateurs selon l'Arrangement administratif standard (SAA) signé avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à travers le son Bureau des Fonds Fiduciaire Multipartenaires (MPTF Office), en tant qu'Agent administratif du Fonds.

Engagement du projet : Le montant pour lequel des contrats juridiquement contraignants ont été signés, y compris des engagements pluriannuels qui peuvent être payés dans les années futures.

Montant net financé : Montant transféré à une Organisation participante moins les remboursements de soldes non dépensés de l'Organisation participante.

Organisations participantes : Organisations qui ont signé le mémorandum d'entente avec l'Agent administratif.

Partenaires de mise en œuvre : Organisations qui réalisent les activités sur le terrain sous la coordination des Organisations participantes.

Projet/Programme approuvé : Un document de programme/projet, y compris le budget, etc., qui est approuvé par le Conseil d'administration.

Total du budget approuvé : Montant approuvé par le Conseil d'administration.

Table des matières

Agences participantes en 2012	ii
Abréviations et Acronymes.....	iii
Définitions	iv
Liste des Tableaux.....	vi
Sommaire exécutif.....	1
1. Introduction	3
2. Cadre stratégique.....	3
3. Mécanismes de gouvernance	5
4. État de mise en œuvre du programme.....	6
5. Performance financière.....	17
6. Transparence et responsabilité	223
7. Conclusion : « ways forward »	23
Annexe Financiere	24

Liste des Tableaux :

Tableau 1.1 Financements EFW au secteur Gouvernance	7
Tableau 1.2 Financements EFW au secteur Capital Humain et Gestion du Changement.....	12
Tableau 1.3 Financements EFW au secteur Environnement.....	15
Tableau 1.4 Financements EFW au secteur Croissance Economique.....	17
Tableau 2.1 : Aperçu financier pour la période terminant le 31 décembre 2012 (montants en dollars US)	18
Tableau 2.2 : Contributions des bailleurs de fonds (montants en dollars US)	19
Tableau 2.3 : Montant net financé aux Organisations participantes (montants en dollars US).....	20
Tableau 2.4 : Montant net financé par domaine prioritaire d'intervention (montants en dollars US)	20
Tableau 2.5 : Aperçu des finances avec distribution par domaine prioritaire d'intervention (en dollars US)	21
Tableau 2.6 : Total des dépenses par catégorie (montants en dollars US).....	22

Sommaire exécutif

1. Introduction

En 2010, l'Union des Comores a rejoint le groupe des pays volontaires liés à l'initiative « Unis dans l'action » soutenant la réforme des Nations Unies. Le Gouvernement comorien et le Système des Nations Unies ont ainsi voulu renforcer le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PCNUAD/UNDAF) en élaborant le Programme Unique (PrU) 2010-2012 : cette démarche a requis une prolongation de la période d'exécution afin d'aligner le Système des Nations Unies (SNU) au processus national de Stratégie de croissance et de lutte contre la pauvreté (SCR) 2010-2014, laquelle prolongation fut accordée par le UN-RDT.

2. Cadre stratégique

Pour l'Union des Comores, l'indice du développement humain était de 0,433 en 2011 et situe le pays au 163^e rang sur 187 pays. Selon le rapport 2011 de la CNUCED sur les PMA, la situation socio-économique des Comores reste précaire, avec 45 pour cent de la population vivant sous le seuil de pauvreté, un taux de chômage estimé à 14,3 pour cent dont 44,5 pour cent sont âgés de moins de 25 ans. Depuis 2008, les Comores sont considérées comme un pays post-conflit et doit relever des défis persistants en matière de gouvernance et aussi de gestion décentralisée. La lutte contre la pauvreté repose sur le renforcement du capital humain et des stratégies soutenues afin de contrer les problèmes de conditions de vie touchant directement les populations vulnérables, ce qui réduit leurs capacités à participer pleinement au développement du pays.

3. Mécanismes de gouvernance

Le Gouvernement comorien et le SNU ont convenu d'unir leurs efforts afin d'assurer la mise en œuvre effective du Programme Unique (PrU) et de soutenir la concertation avec l'ensemble des Agences en vue de mobiliser les ressources nécessaires. Les structures et mécanismes mis en place pour la gestion et le suivi du Fonds EFW MPTF sont établis sur la base du protocole d'accord (MOU) signé en 2010 par toutes les agences opérant en Union des Comores. Ce Protocole est régi par le PNUD en tant que Agence Administrative (AA) et le suivi est assuré par le secrétariat du EFW et en collaboration avec UNDG.

4. Réalisations et défis de mise en œuvre

Les agences des Nations Unies aux Comores avaient reçu au 31 décembre 2011, la première tranche de financement EFW pour un montant de 1 218 000\$US. Cette somme a servi à soutenir huit projets. La deuxième tranche reçue en début 2012, soit 714 000\$US, avait été annoncé par UNDG et a ciblé huit projets. Ainsi, au total des deux tranches de financement pour 2010 et 2011 (mais reçu en début 2012), le SNU Comores a reçu un montant de 1 932 000\$US représentant 75.8% du budget initial demandé de 2 521 530\$US.

Les Agences participantes pour la deuxième tranche de financement EFW sont les suivantes :

- Le PNUD,
- L'ONUDI,
- l'OMS,
- L'UNICEF,

- Le FNUAP,
- Le PNUE,
- L'UNESCO,
- L'UNOPS,
- Le BIT.

5. Exécution financière

Le financement EFW a été attribué selon les besoins établis lors de l'élaboration du Programme Unique et des plans annuels de travail avec les secteurs concernés. La somme de 714 000\$US pour la deuxième tranche du EFW a servi à soutenir huit projets conduits par trois agences onusiennes opérant dans le pays. Les Agences et les ministères impliqués ont répondu aux exigences du Protocole d'accord et de l'AA (PNUD).

6. Responsabilisation et transparence

Le MPTF Office continue à fournir des informations sur GATEWAY (<http://mptf.undp.org>) – une plateforme en ligne offrant en temps réel des données financières extraites du système de comptabilité MPTF (contributions des bailleurs de fonds, budgets, programmes et transferts aux Organisations participantes). Le système est conçu pour fournir des services de gestion de fonds transparents et responsables au système des Nations Unies pour renforcer la cohérence, l'efficacité et la performance.

7. Conclusion: "ways forward"

Cette deuxième tranche de financement du EFW a permis de soutenir certains volets de projets en apportant un complément budgétaire : projet de services d'écoute, appui au fichier électoral, le DDR et le projet du secteur éducation et pour celui des aires protégées. Le EFW a fourni les moyens nécessaires pour poursuivre des travaux qui seront financés lors de la troisième tranche : la finance inclusive, chaîne des valeurs, EDS-MICS, le plan d'urgence, la santé maternelle, appui à l'Observatoire du Karthala et la gestion des déchets. Le Bureau du Coordonnateur Résident sera aussi bénéficiaire des financements ultérieurs du EFW. Il faut de plus noter l'arrivée d'un nouveau Coordonnateur Résident au sein de l'Equipe Pays au cours du premier trimestre 2012.

1. Introduction

En 2010, l'Union des Comores a rejoint le groupe des pays volontaires liés à l'initiative « Unis dans l'action » soutenant la réforme des Nations Unies. Le Gouvernement comorien et le Système des Nations Unies (SNU) ont ainsi voulu renforcer le PCNUAD (UNDAF) en élaborant le Programme Unique (PrU) 2010-2012 : cette démarche a requis une prolongation de la période d'exécution afin d'aligner le SNU au processus national de Stratégie de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (SCRP) 2010-2014, laquelle prolongation fut accordée par le UN-RDT. Ceci a permis à l'ensemble des Agences d'harmoniser leur cycle de programmation de l'UNDAF/PrU à la SCR des Comores. Les Agences ont pris en compte la situation du pays, alors que l'Union des Comores fait partie du groupe des États en situation de fragilité depuis 2009 et ont revu leurs programmes en vue d'établir les mesures d'accompagnement à tous les niveaux des instances de gouvernance sur la base du rapport de l'OCDE pour les Comores, sur les pays fragiles.

La *première tranche de financement* obtenu en 2011 est de 1, 208,610.84 \$US et le taux d'exécution est de 92,6%. Les agences ayant bénéficié de cet appui sont : le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS).

La *deuxième tranche de financement obtenu* en début 2012 est de 714 000\$US et se décline comme suit : UNICEF/UNFPA pour le projet EDS-MICS (52 694\$US) et pour le projet Violence Genre (50 000\$US) ; PNUD pour le projet Urgence (75 000\$US) et pour le projet Election/Biométrie (100 000\$US) ainsi que le projet DDR (80 000\$US) ; UNICEF pour le projet Education (100 000\$) ; un projet multi-agences regroupant PNUD/PNUE/UNESCO/UNOPS/UNICEF/BIT pour appuyer les Aires protégées terrestres et maritimes (50 000\$US) ; enfin le projet Gestion du changement au niveau du BCR (206 306\$US).

Le financement accordé à l'Union des Comores pour la mise en œuvre du Programme Unique représente une base importante de mobilisation de ressources et soutenir le travail du SNU en vue de définir des stratégies adaptées au contexte national. Ces stratégies doivent rapidement relever le défi de créer des passerelles et des synergies entre les agences en vue de renforcer la planification et la coordination des programmes nationaux et sectoriels en Union des Comores.

2. Cadre stratégique

2.1 United Nations Development Assistance Framework (UNDAF) et Programme Unique (PrU)

Pour l'Union des Comores, l'indice du développement humain était de 0,433 en 2011 et situe le pays au 163^e rang sur 187 pays. Selon le rapport 2011 de la CNUCED sur les PMA, la situation socio-économique des Comores reste précaire, avec 45 pour cent de la population vivant sous le seuil de pauvreté, un taux de chômage estimé à 14,3 pour cent dont 44,5 pour cent sont les moins de 25 ans. Depuis 2008, les Comores sont considérées comme pays post-conflit et doit relever des défis persistants en matière de gouvernance et aussi de gestion décentralisée. La lutte contre la pauvreté repose sur le renforcement du capital humain et des stratégies soutenues afin de contrer les problèmes de conditions de vie touchant directement les populations vulnérables et réduit leurs capacités à participer pleinement au développement du pays. D'autant plus que la faible résilience de l'Union des Comores face aux

changements climatiques est l'un des défis auxquels l'Union des Comores fait particulièrement face en tant que pays insulaire, ainsi augmentant la vulnérabilité des îles aux risques naturels et remettant en cause les acquis en matière de développement, comme les inondations d'Avril 2012 l'ont démontré¹.

En réponse à cette situation, les Nations Unies ont conduit deux processus interconnectés afin de renforcer la programmation et la mobilisation de ressources pour les Comores, pays orphelin des donateurs. Le cadre stratégique du EFW est établi à partir des deux documents de programmation soit l'UNDAF, initié en 2007 et le Programme Unique mis en place en 2010. Ces deux documents ont fusionnés les effets et rationalisés les effets programmes avec l'accord des autorités nationales et la participation de l'ensemble des agences opérant aux Comores.

Les effets UNDAF /Programme Unique (2010-2014) ont été définis pour appuyer la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté aux Comores pour la période 2009-2014, compte tenu des compétences et mandats des agences des Nations Unies et des avantages comparatifs du SNU dans son ensemble. Les quatre domaines de coopération font l'objet chacun d'un Programme-cadre thématique orienté vers la réalisation d'un effet UNDAF visant la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en Union des Comores.

EFFET UNDAF 1 / Programme Unique

"D'ici 2012 les revenus, les emplois et la sécurité alimentaire des couches pauvres et vulnérables de la population sont améliorés "

EFFET UNDAF 2/ Programme Unique

"D'ici 2012, les capacités institutionnelles et individuelles de gouvernance politique et économique sont renforcées au niveau national et insulaire sur la base de la primauté du droit, de l'équité du genre et de l'obligation de rendre compte"

EFFET UNDAF 3/ Programme Unique

"D'ici 2012, l'accès, la qualité et l'utilisation des services sociaux de base sont améliorés"

EFFET UNDAF 4 / Programme Unique

"D'ici à 2012, l'intégrité des écosystèmes est préservée et les éco services qu'ils procurent sont valorisés au bénéfice de la population et la vulnérabilité aux aléas naturels et climatiques est significativement réduite"

Selon le cadre de référence du UNDG, quatre thèmes transversaux ont été retenus et constituent les fondations des actions entreprises : droits humains ; équité de genre ; réduction des risques de catastrophes ; renforcement des capacités.

2.2 Fonds ONE UN - Comores

Depuis 2010, l'Union des Comores a rejoint le groupe des pays volontaires liés au processus de la Réforme des Nations Unies à travers l'initiative « Unis dans l'action ». Le Gouvernement comorien et le Système des Nations Unies ont joint leurs efforts afin de renforcer l'UNDAF en élaborant le Programme Unique (PrU) 2010-2012. Par la suite, le Gouvernement demanda une prolongation de la période d'exécution assurant l'alignement au processus national de Stratégie de croissance et de lutte contre la pauvreté 2010-2014 : la requête fut accordée par le UN-RDT. Ainsi, l'ensemble des agences ont aligné et harmonisé leur cycle de programmation de l'UNDAF/PrU jusqu'en fin 2014.

Pilier principal de la réforme des Nations Unies, le Programme Unique couvre toutes les activités du SNU Comores et a servi à la mise en place des clusters programmes en vue d'assurer une meilleure gestion et coordination. En fin d'année 2011, le Comité Directeur du Programme Unique du Fonds a approuvé l'allocation des fonds de la deuxième tranche, décision prise conjointement par le Gouvernement et le

¹ Voir Rapport CERF Mars 2013

SNU Comores pour le « Expanded Funding Window –Multi Donors Trust Fund » (EFW MPTF) en appui à la mise en œuvre du Programme Unique (Delivering as One).

3. Mécanismes de gouvernance

Le Gouvernement comorien et le SNU ont convenu d'unir leurs efforts afin d'assurer la mise en œuvre effective du Programme Unique et de soutenir la concertation avec l'ensemble des Agences en vue de mobiliser les ressources nécessaires. Les structures et mécanismes mis en place pour la gestion et le suivi du Fonds EFW sont établis sur la base du protocole d'accord (MOU) signé en 2010 par toutes les Agences opérant en Union des Comores. Ce Protocole est régi par le PNUD en tant que Agence Administrative (AA) et le suivi est assuré par le secrétariat du EFW et en collaboration avec UNDG.

3.1 Comité de Pilotage

Le *Comité Directeur du Programme Unique*, co-présidé par le Coordonnateur Résident du SNU et le Ministre des Relations Extérieures, est l'instance de pilotage qui établit les orientations stratégiques et fait le suivi de la mise en œuvre des engagements des Comores en tant que pays volontaire (« self-starter »). Ce Comité permet d'assurer l'atteinte des résultats escomptés selon les accords conclus : deux réunions se sont tenues, l'une en début et l'autre en fin d'année pour le suivi des huit projets financés par le EFW dont trois sont conduits de manière conjointe et inter-agences.

3.2 Equipe de gestion de programme du Pays (PMT)

Les réunions des *clusters-programmes* ont eu lieu sur une base trimestrielle et de manière conjointe avec les partenaires sectorielles et les ONG impliquées dans la mise en œuvre. Les projets retenus sont été priorisés par les secteurs concernés.

3.3 Coordonnateur Résident (CR)

Au cours du premier trimestre, il y a eu un changement au niveau du *Coordonnateur Résident* sans que cela ne cause de retard dans la mise en œuvre des actions engagées. Le nouveau Coordonnateur Résident a assuré la continuité des projets et avec l'Equipe Pays, il a veillé au suivi. Les rapports du EFW sont partie intégrantes des rapports annuels circulés auprès de l'Equipe pays et servent d'appui à la préparation des retraite annuelle multi-agences avec les représentants du gouvernement.

3.4 Bureau du Coordonnateur Résident (BCR/RCO)

Le *Bureau du Coordonnateur Résident* est un « hub » d'appui dans la conduite du EFW pour : la préparation et le suivi d'exécution des projets, lors des réunions en vue faciliter l'encadrement et fournir un appui-conseil nécessaire auprès des partenaires nationaux et SNU.

3.5 Organisations des Nations Unies: agences participantes

Les onze agences participantes pour cette deuxième tranche de financement EFW sont : le FNUAP, l'UNICEF, l'OMS et le PNUD (en tant qu'agences résidentes) ; le BIT et l'UNESCO (en tant qu'agences avec des responsables de programmes) ; et l'ONUDI, la CNUCED, le PNUE, l'UNOPS et l'UNCDF (en tant qu'agences non résidentes). Toutes les agences ont signé le document de Programme Unique qualifiant les Comores comme pays volontaire (« self-starter ») ainsi que le Protocole d'accord (MOU) pour l'obtention du financement du EFW en respectant les exigences de rapports programmatiques et financiers selon le cadre administratif du PNUD comme AA. Le BCR a aussi une participation en tant que

porteur du projet « change management » avec l'implication du centre de services communs des Nations Unies aux Comores.

3.6 Administrative Agent (AA)

Le bureau du MPTF, basé à New York, agit comme l'Agent administratif pour le fonds One UN des Comores. L'Agent administratif est responsable de divers services de gestion de fonds, y compris : (a) recevoir, administrer et gérer les contributions des bailleurs ; (b) le transfert de fonds approuvé par le Conseil d'administration du Fonds aux Organisations participantes ; (c) fournir des rapports sur la source et l'utilisation des contributions des bailleurs ; (d) coordonner la synthèse et la consolidation des rapports annuels narratifs et financiers ; et (e) assurer la transparence et la responsabilité des opérations du fonds en mettant à disposition un large éventail de renseignements opérationnels sur le MPTF Office GATEWAY.

3.7 Processus de prise de décision

La priorisation des projets et l'allocation des ressources se fait à partir des accords signés pour les plans d'actions annuels et les financements obtenus. Les fonds EFW sont principalement utilisés comme financements de démarrage ou comme financement complémentaires selon les projets et les résultats de la mobilisation de ressources pour les programmes en Union des Comores. Les discussions entre la partie nationale et les agences permettent de cerner les besoins sur la base des plans d'action sectoriels annuels et/ou biannuels selon les agences. Certains projets retenus pour la deuxième tranche avaient déjà bénéficié d'un financement EFW lors de l'allocation de la première tranche s'agissant du projet EDS/MICS, du projet pour le Plan d'urgence et celui en éducation : la deuxième tranche assure ainsi la continuité des actions déjà entreprises et des engagements des agences auprès des secteurs concernés. D'autres projets tels que sur l'Appui au Renforcement des Services d'Ecoute et de Protection des Enfants et Femmes Victimes de Violence et l'Appui et l'Appui à la Modernisation et à la Sécurisation du Fichier Electoral ont reçu un premier financement avec l'EFW en complémentarité avec d'autres sources de financement, comme par exemple, ceux émanant de l'Union Européenne ou de l'Australie.

4. État de mise en œuvre du programme

4.1 Vue d'ensemble et des allocations programmatiques

Les agences des Nations Unies aux Comores avaient reçu au 31 décembre 2011, la première tranche de financement EFW pour un montant de 1 218 000\$US. Cette somme a servi à soutenir huit projets. La deuxième tranche reçue en début 2012, soit 714 000\$US, avait été annoncé par UNDG et a ciblé huit projets.

4.2 Résultats atteints par secteurs / projets

L'allocation des fonds EFW a été attribuée selon quatre secteurs correspondant à chacun des effets UNDAF. Reconnaissant que le pays a un déficit de données disponibles, l'appui à la collecte de données pour l'EDS/MICS, sur la violence sur la base du Genre ont pu faire avancer la disponibilité de statistiques. Il faut noter que sur les huit projets, cinq projets avaient déjà reçu un financement : la deuxième tranche

EFW a donc servi à soutenir la continuité dans les actions entreprises avec les partenaires nationaux. Les financements EFW s'inscrivent dans la planification budgétaire annuelle avec les secteurs concernés et assurent la complémentarité des actions pour la mobilisation des ressources.

4.2.1 Secteur Gouvernance

Tableau 1.1 Financements EFW au secteur Gouvernance

Projet	Organisations	Fonds Alloués		Dépenses au 31 Déc. 2012	Taux d'absorption ²		
		Montant	Date				
Projet 00080099 Gouvernance (réf. MPTF Office)	UNICEF	250,000	12/11/2012	206,950	99.9%		
		207,000	10/14/2011				
	Sous-total	457,000					
	FNUAP	38,000	12/11/2012			160,343	83%
		102,694	1/5/2012				
		90,306	10/14/2011				
		Sous-total	231,000				
	PNUD	10,000	12/11/2012			159,582	48.4%
		255,000	1/5/2012				
		75,000	10/14/2011				
		Sous-total	340,000				
	TOTAL	1,028,000				526,874	

Appui à l'Enquête Démographique et de Santé couplée de l'Enquête à indicateurs multiples (EDS/MICS) aux Comores 2011

Ce projet est conjointement réalisé par le FNUAP, l'UNICEF et le Gouvernement comorien en matière de données statistiques liées à la santé de la population. La deuxième tranche des fonds est gérée par le FNUAP. Le projet s'inscrit dans les priorités nationales arrêtées dans le cadre de suivi évaluation de la mise en œuvre de la SCRP : il répond aux préoccupations de l'Union des Comores et de ses Partenaires au Développement qui ont exprimé, à maintes reprises, la nécessité de mettre en place un système d'information performant, à même de soutenir le processus d'aide à la décision. Il est également en droite ligne avec le plan cadre d'assistance du Système des Nations Unies (UNDAF) 2008-2012 qui préconise le renforcement des capacités nationales de gestion du développement incluant le suivi-évaluation afin d'habiliter le pays à mobiliser et absorber les ressources nécessaires pour lutter efficacement contre la pauvreté et réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement.

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet programme 2.4 : les capacités en gestion du développement sont renforcées au niveau de l'Union et des îles » avec comme produits attendus, entre autres, la mise en place et l'opérationnalisation d'un

² N'inclut pas les transferts effectués en décembre 2012, car ces fonds n'ont pas été programmés en 2012

système intégré de gestion des données socio-économiques et autres et d'un système de suivi-évaluation performant.

Résultats clés

- ◆ Réalisation du traitement des données de l'enquête pilote EDS/MICS
- ◆ Capacités techniques et institutionnelles du Gouvernement pour la réalisation de l'EDS/MICS renforcées.
- ◆ Rapport préliminaire de l'EDS/MICS disponible

Collaboration inter-agences

Les principales agences impliquées dans la mise en œuvre de l'enquête EDS/MICS sont le FNUAP, l'UNICEF et l'OMS. Les trois agences ont convenu d'une répartition des responsabilités pour assurer la supervision et gestion du processus de collecte et traitement des données. Ce partenariat permet la mise en commun d'expertise et une collaboration coordonnée avec les autorités comoriennes.

[Appui au renforcement des services d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes de violence](#)

Aux Comores, les enfants, jeunes et femmes font face à un déficit important de services adaptés en vue de répondre à des besoins spécifiques liés à diverses situations de violences : les structures d'accompagnement et d'appui psychologique et psychosocial des enfants et des femmes victimes de violence sont absentes du paquet minimal de services offerts aux populations. Toutefois, l'UNICEF a accompagné le Gouvernement de l'Union des Comores dans la mise en place dès 2004 des services d'écoute et de prise en charge des enfants victimes de violence. A ce jour, les trois services d'écoute sont opérationnels. Ces services d'écoute ont été mis en place en 2004 à Ngazidja et Ndzuanu et en 2006 pour celui de Mwali. Autrefois gérés par des ONGs partenaires du Gouvernement, ces services d'écoutes sont aujourd'hui sous la tutelle directe des gouvernorats insulaires respectifs. Les rapports d'activités de ces services d'écoute font état de l'accroissement sensible de ces actes de violence. Une étude qualitative financée par le FNUAP a démontré que les violences basées sur le genre sont en augmentation aux Comores. Fort de ce constat alarmant, il était nécessaire de réagir pour combattre ce fléau mais aussi offrir des services adéquats aux victimes. Ce projet a pour objectif d'assurer un appui au fonctionnement régulier des services d'écoute par le renforcement des capacités du personnel et de l'équipe de direction, ainsi que celles de ses partenaires ; de réaliser une étude qualitative sur les enfants et femmes victimes de violence et enfin de sensibiliser la population pour la prévention contre les violences faites aux enfants et femmes.

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet programme **2.1.10** : Les femmes victimes de la violence ont accès et utilisent des structures de prise en charge adéquates au niveau national et insulaire ;

Effet programme **2.1.11** : Les enfants victimes de violence bénéficient et utilisent des structures appropriées de prise en charge

Résultats clés

- ◆ 75 personnes (personnel du service d'écoute, ONG partenaires – jeunes et femmes) formées sur la prise en charge des victimes de violences
- ◆ Partage d'expérience entre les différents services d'écoute et les services apparentés (délégation des droits de l'homme, direction de la promotion du Genre, ONG Hifahui)
- ◆ La production de supports de sensibilisation, dont 1000 affiches et 500 teeshirts avec des messages spécifiques VBG produits et diffusés,
- ◆ Organisation de la Quinzaine VBG durant laquelle un programme d'activités de sensibilisation ont été réalisées.

Collaboration inter-agences

Les actions entreprises dans le cadre des fonds alloués ont été exécutées par le FNUAP ou la partie nationale (Direction nationale de la Promotion du Genre), en partenariat avec l'UNICEF pour les aspects sensibilisation et éducation ainsi que le partage d'expériences entre les services d'écoutes et services apparentés.

Plan d'Urgence : Appui au Gouvernement de l'Union des Comores pour une transition réussie

L'action de ce projet se focalise sur des interventions ciblées, en ligne avec les acquis et recommandations de la Cellule de Réflexion pour une Transition Réussie (CRTR), devant permettre aux nouvelles autorités de l'Union des Comores d'assurer leurs missions dans les meilleures conditions possibles. Elle consiste à apporter ressources matérielles, techniques, financières nécessaires pour doter le pays des capacités institutionnelles et humaines de base requises pour assurer une gestion efficiente et efficace du développement du pays. Ainsi l'action se résume aux quatre interventions clés suivantes i) doter le gouvernement d'outils et de systèmes performants pour la gestion courante de l'administration ; ii) former, informer et sensibiliser les nouvelles autorités sur les principaux défis et autres enjeux du développement des Comores ; iii) appuyer le gouvernement pour élargir ses partenariats stratégiques ; iv) renforcer les capacités du gouvernement en matière de communication pour le développement.

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet programme pays **2.1** : Les autorités nationales et celles des îles maintiennent le dialogue social ouvert et transparent favorisant la participation citoyenne et la consolidation de l'Etat de droit

Résultats clés

- ◆ Le Ministère des Relations Extérieures dispose d'une Stratégie de Coopération pour le Développement et d'un Plan d'Action pour sa mise en œuvre.

- ◆ Les cadres et techniciens de la haute fonction publique ont été formés en matière de communication et bonne gouvernance au sein du Gouvernement à travers une assistance technique internationale.
- ◆ Deux ministères (Ministère de la Santé, Ministère des Relations Extérieures) ont été équipés en matériel informatique et mobilier de bureau nécessaire au fonctionnement de ces deux administrations publiques.

Collaboration inter-agences

Les travaux concernant le développement de la Stratégie de coopération pour le Développement ont rassemblés les Agences et Partenaires au Développement.

Appui à la Modernisation et à la Sécurisation du Fichier Electoral

La modernisation/sécurisation du fichier électoral est au centre du débat politique de l'Union des Comores depuis fort longtemps. En effet, tous les rapports d'experts nationaux et internationaux qui ont eu à couvrir à un moment ou un autre les processus passés dans le pays ont tous souligné la nécessité de moderniser et de sécuriser la liste électorale dont disposaient les Comores pendant toutes ces années. De même, les réunions/ateliers d'évaluation des processus passés, celles des Comités de pilotage ou encore plus récemment en 2010, le Comité de Suivi chargé de la mise en œuvre des Accords du 16 juin 2010 relatifs à la gestion de la période intérimaire, ont mis en évidence l'importance et l'urgence de sécuriser la liste électorale de l'Union des Comores à travers des techniques fiables telles que la biométrisation de la carte d'électeur. Il convient de rappeler que cette ancienne liste électorale a été souvent à l'origine de nombreuses irrégularités constatées sur le terrain par les différentes missions d'observation des processus passés.

Pour toutes ces raisons, l'élaboration du fichier électoral biométrique est inscrite dans le cadre des activités postélectorales du *Programme d'Appui aux élections présidentielles de l'Union et des Gouverneurs des îles (2010)*. En effet, le résultat n°5 du cadre de résultat dudit Programme, porte sur la « *Modernisation et la sécurisation du fichier électoral* ».

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet Programme 2.2 : D'ici 2012, les capacités institutionnelles et individuelles de gouvernance politique et économique sont renforcées au niveau national et insulaire sur la base de la primauté du droit, de l'équité du genre et de l'obligation de rendre compte.

Résultats clés

- ◆ 55% des électeurs inscrits sur la liste électorale de 2010 sont enrôlés et biométrisés
- ◆ Une liste électorale provisoire est disponible
- ◆ Le Centre de Traitement des Données Electorales est mise en place et opérationnel
- ◆ Les experts nationaux devant assurer la gestion du Centre de données sont formés

La contribution du Fonds unique à ce projet a permis de couvrir des dépenses liées notamment aux émoluments des agents recenseurs, supérieurs de zones et coordonnateurs insulaires ainsi que les émoluments relatifs à une ONG qui a assuré le travail de sensibilisation des électeurs sur le terrain.

Collaboration inter-agences

Le PNUD a conduit des consultations auprès des Agences sur la fiabilité et disponibilité de données sur les Comores en vue de renforcer la coordination des actions pour la collecte des informations pour constituer le fichier électoral sur les Comores.

Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (PNDDR)

La question du désarmement, démobilisation et réintégration socioéconomique des ex-FGA, des victimes du conflit et des civils détenteurs d'armes, est une question qui intéresse au plus haut niveau les autorités comoriennes aussi bien de l'Union que de l'île autonome d'Anjouan. Ainsi, le projet a été exécuté par le Cabinet du Président de l'Union, Chargé de la Défense plus précisément le cabinet militaire avec l'appui technique de l'Armée Nationale de Développement et du PNUD dans toutes ses phases de mise en œuvre. Deux comités techniques de désarmement, démobilisation et réintégration composés des forces de l'armée, de la société civile, des représentants des services publics de l'Union et de l'île autonome d'Anjouan supervisaient les activités du projet. Par ailleurs, des visites de terrains ont été réalisées conjointement pour le suivi des activités.

Les objectifs spécifiques du PNDDR sont ; i) le ramassage d'armes des ex-FGA ainsi que de la population civile; ii) la démobilisation formelle et le règlement définitif des questions liées au statut militaire des ex-FGA ; iii) la réintégration socio-économique des ex-FGA iv) la réparation des préjudices subies par des victimes et des personnes affectées par l'opération « démocratie aux Comores ».

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet programme pays 2.4 : Les autorités au niveau national et des trois îles assurent la mise en place de programme de prévention des conflits, concourant à la consolidation de la paix et à la cohésion nationale.

Résultats clés

- ◆ Identification des ex-FGA, épouses des ex-FGA et victimes du conflit
- ◆ Remise des armes récupérées à la gendarmerie d'Anjouan
- ◆ Prise en charge médicale et psychologique des ex-FGA démobilisés
- ◆ 133 ex-FGA réintégrés dans la vie socioéconomique à travers leurs formations techniques et professionnelles dans des domaines de leur choix (agriculture, élevage des bovins, aviculture, construction, menuiserie, pêche) et la remise des kits de réintégration suivant la filière de formation
- ◆ Accès au crédit SANDUK pour mettre en œuvre des activités génératrices de revenus telle que soumise par le bénéficiaire.

Collaboration inter-agences

Une stratégie conjointe de mise en œuvre des activités a été établie notamment pour le volet démobilisation et réintégration. Les agences impliquées (PNUD, BIT, UNFPA) étaient membres du comité de pilotage du PNDDR, ce qui a renforcé le partenariat au sein du SNU.

4.2.2 Secteur Capital Humain et Gestion du Changement

Tableau 1.2 Financements EFW au secteur Capital Humain et Gestion du Changement

Projet	Organisations	Fonds Alloués		Dépenses au 31 Déc. 2012	Taux d'absorption ³
		Montant	Date		
Projet 00075209 Education (réf. MPTF Office)	UNICEF	100,000	1/5/2012	345,047	98.6%
		250,000	6/1/2010		
	Sous-total	350,000			
	UNESCO	160,000	10/14/2011		
		50,000	5/28/2010		
		210,000			
Sous-total	560,600	549,239			
Projet 00075209 Santé Maternelle (réf. MPTF Office)	FNUAP	105,000	10/14/2011	330,000	100%
		225,000	5/28/2010		
	Sous-total	330,000			
	OMS	61,000	12/11/2012		
		45,000	10/14/2011		
		225,000	5/28/2010		
		331,000			
	Sous-total	260,085			
	UNICEF	71,000	12/11/2012		
		100,000	5/28/2010		
		171,000			
Sous-total	97,944	98%			
Projet 00075313 Gestion du changement (réf. MPTF Office)	PNUD	750,716.59	12/11/2012	769,609	108%
		199,166.00	1/5/2012		
		356,304.84	10/14/2011		
		157,610.00	5/28/2010		
		Sous-total	1,463,797		
TOTAL	2,855,797	2,007,657			

Education

³ N'inclut pas les transferts effectués en décembre 2012, car ces fonds n'ont pas été programmés en 2012

Pour le secteur de l'éducation en particulier, les Fonds Unique ont servi à soutenir les efforts du Ministère de l'Education Nationale à asseoir les bases d'une démarche de planification sectorielle (SWAP Sector Wide Approach) en s'inscrivant dans la dynamique du processus GPE (Partenariat Mondial pour l'Education). Il s'agissait d'appuyer l'«Opérationnalisation des divers processus pour le lancement de la mise en œuvre du Plan Directeur de l'Education 2010-2015». Plus concrètement les principaux objectifs visés sont les suivants : i) réaliser un diagnostic approfondi du système éducatif ; ii) formuler une nouvelle politique de l'éducation ; iii) élaborer et adopter un plan Intérimaire de l'Education pour la période 2013-2015 en vue de l'admission des Comores au GPE dans la perspective de bénéficier d'un appui financier du GPE.

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet programme pays **3.3** : Les autorités de l'éducation, au niveau national et des îles poursuivent la mise en œuvre du plan de développement de l'Education Pour Tous (EPT) visant à assurer l'accès équitable à l'éducation pour les filles et garçons, la qualité des programmes d'apprentissage du préscolaire, primaire, secondaire et des programmes de réinsertion socio-éducative pour les jeunes

Résultats clés

- ◆ **Rapport d'état du système éducatif national (RESEN) établi.** Il présente un diagnostic approfondi du système éducatif. Sur cette base plusieurs instruments de politique en éducation ont été élaborés, notamment le modèle de simulation financière de la politique éducative future
- ◆ **Lettre de politique éducative des Comores, vision 2020 élaborée.** L'accent y est mis sur l'approche sectorielle, le développement de la petite enfance, l'accès universel du cycle primaire et une augmentation du taux d'achèvement, le développement de l'enseignement technique et la formation professionnelle, la diversification des filières à l'enseignement supérieur, ainsi que l'amélioration de la qualité de l'éducation à tous les paliers du système ;
- ◆ **Plan intérimaire de l'éducation 2013-2015 élaboré.** Les activités identifiées s'inscrivent dans la vision de la lettre de politique. De ce plan intérimaire a été tiré un projet, portant sur le primaire essentiellement, à soumettre au Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) afin de bénéficier de ressources financières additionnelles.

Ce travail a été mené avec l'appui des experts internationaux et a suivi une démarche participative à travers des ateliers techniques, la conférence sur l'éducation et les Assises nationales de l'éducation jusqu'à l'adoption par le Gouvernement comorien et l'endossement par les Partenaires de l'éducation des documents de politique élaborés.

Ce processus a abouti à l'admission des Comores au GPE (55ème pays membre), et à la soumission d'une requête de financement au GPE en début 2013.

Financements EFW

Le montant reçu pour la deuxième tranche s'élève à 3,619.35 USD totalement utilisé pour la réalisation des activités. Deux contrats ont été établis : le premier avec l'expertise internationale et l'autre avec l'UNESCO Dar Salam pour l'accompagnement du point focal Comores.

Collaboration inter-agences

Dans le cadre du Programme Unique, l'UNICEF et l'UNESCO ont travaillé en complémentarité pour assister le secteur de l'éducation, en particulier dans ce processus GPE. La première tranche de fonds a été remise à l'UNESCO pour le démarrage de la réalisation du RESEN, et la deuxième à l'UNICEF pour compléter le RESEN et élaborer le Plan Intérimaire de l'éducation 2013-2015.

Gestion du Changement

Le projet « Gestion du changement » est rattaché au Bureau du Coordonnateur Résident et s'est vu alloué la somme 206 306 \$US lors de la répartition des fonds de la deuxième tranche du EFW pour répondre à certains besoins programmatiques et la mise en place du Centre de services communs fonctionnels aux Comores. Ce centre doit permettre l'opérationnalisation des divers services d'appui à l'ensemble des agences opérant dans le pays et participant à la mise en œuvre du Programme Unique. La mise en commun des services est un des objectifs primordiaux de la Réforme de SNU et soutient les principes de la Déclaration de Paris qui visent la simplification et l'harmonisation des services dans le but de l'efficacité et l'efficience, à travers la réduction des coûts de transactions. La Maison des Nations Unies aux Comores regroupe quatre Agences résidentes et abrite également des Agences non-résidentes ayant des chargés de programmes/projets et des points focaux. Le Centre de services Commun doit de plus assurer différents services pour les agences qui n'ont pas de points focaux mais qui ont des activités programmatiques communes au niveau du pays. Toutefois, un travail soutenu doit se poursuivre afin d'harmoniser notamment aux différentes procédures entre les agences, les outils de gestion, de procédures et de réglementations. L'engagement des Chefs d'agences a été d'un appui constant pour la mise en place de ce centre.

Le projet a de plus soutenu des activités liées à la programmation : la retraite annuelle de l'ensemble des agences et du gouvernement avec l'appui de facilitation externe pour la conduite des travaux ; l'appui technique et financier pour la tenue de la Journée de la Femme sur l'île de Mohéli ; et la logistique du BCR. Des frais de gestion ont été déduits par l'AA PNUD.

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Le projet sur la « Gestion du changement » est issu du besoin d'appui à la coordination afin de procéder à l'opérationnalisation de certains aspects du Programme Unique. Il faut noter que lors de l'élaboration de l'UNDAF en 2009, l'appui au BCR n'avait pas fait l'objet d'intégration dans la budgétisation globale du plan de travail. L'initiative « Unis dans l'action » a permis d'inclure des dimensions programmatiques et opérationnelles reliées au BCR dans l'exécution des fonction de coordination et d'actions communes conduites par l'Equipe Pays aux Comores.

Résultats clés et financements EFW

Résultats escomptés	Résultats obtenus
Les services de gestion de biens et services, de communication et de technologie, d'Administration et de Logistique, des Ressources Humaines, de Finance et harmonisation des transferts d'espèces sont opérationnels	Mise en place et en service du centre de service
Une réduction des coûts de transaction des services, ainsi que la rapidité de traitement des activités sont assurées	Achat et installation d'un groupe électrogène commun pour le SNU-Comores
Les capacités de la partie nationale sont renforcées grâce à la rapidité de traitement des différentes demandes	Réalisation de la micro-évaluation HACT des partenaires du SNU-Comores
Le BCR assure l'appui à la réalisation d'activités conjointes et de gestion	Célébration de la journée mondiale de la femme à Mohéli
	Processus alignement SNU/Gvt -Dans les îles : ateliers stratégiques /validation de l'alignement -Consultation pour la facilitation de la retraite

Les fonds ont été gérés par le PNUD / Chef du Centre de Service faisant partie du Bureau du Coordonnateur Résident. Les transactions ont été approuvées par le CR après consultation avec L'Equipe Pays lors des réunions de coordination et aussi après avoir été évalué par l'OMT.

Collaboration inter-agences

Le projet sur la Gestion du Changement est une réalisation multi-agences dans le but d'optimiser les ressources disponibles au sein de SNU Comores et d'établir des passerelles opérationnelles des services offerts à l'ensemble des agences opérant aux Comores dans le cadre de la Réforme Uda

4.2.3 Secteur Environnement

Tableau 1.3 Financements EFW au secteur Environnement

Projet	Organisations	Fonds Alloués		Dépenses au 31 Déc. 2012	Taux d'absorption ⁴
		Montant	Date		
<i>Projet</i> <i>00075211</i> <i>Environnement</i> <i>(réf. MPTF)</i>	<i>PNUD</i>	49,000.00	12/11/2012		
		50,000.00	1/5/2012		
		70,000.00	10/14/2011		
		120,000.00	5/28/2010		

⁴ N'inclut pas les transferts effectués en décembre 2012, car ces fonds n'ont pas été programmés en 2012

Office)	TOTAL	289,000	240,932	96.8%
---------	--------------	----------------	----------------	--------------

Aires Protégées Terrestres et Maritimes

La question de la création des aires protégées marines et terrestres, est une question qui intéresse au plus haut niveau les autorités comoriennes plus précisément la Vice-Présidence en charge du Ministère de l'Environnement. Ainsi, le projet a été exécuté par la Direction nationale de l'Environnement et des Forêts avec l'appui technique du PNUD, dans toutes ses phases de mise en œuvre. Des visites de terrains ont été réalisées conjointement pour le suivi des activités. Par ailleurs, le Gouvernement comorien, avec l'appui technique du PNUD, s'est engagé dans des démarches de mobilisation de ressources au niveau nationale et internationale. Le dernier conseil d'administration du FEM s'est prononcé favorable pour allouer les ressources du fonds STAR 5 des Comores dans le cadre du réseau national d'aires protégées encours pour l'opérationnalisation, la consolidation et la pérennisation des acquis. Les objectifs du projet sont de i) développer les capacités institutionnelles des OCB et des associations villageoises dans la perspective d'une participation volontaire des populations à la réalisation des OMDs, en particulier à travers leur participation à la gestion durable de l'environnement dans des zones prioritaires de conservation ii) mettre en place un cadre et des outils de gestion participative en vue du développement durable dans des zones prioritaires identifiées pour la conservation de la biodiversité ; iii) développer des activités économiques de substitution compatibles avec les objectifs de développement durable (économie, social et environnement) ; et iv) sensibiliser les communautés aux valeurs et à l'éthique du volontariat en tant qu'approche stratégique pour l'atteinte des OMDs.

Lien avec résultats UNDAF/Programme Unique

Effet programme pays 4.5 : Les tendances actuelles à la dégradation de l'environnement et à la déperdition des ressources naturelles, ainsi que les facteurs de risque et la vulnérabilité aux aléas naturels sont significativement réduits.

Résultats clés

- ◆ L'élaboration, la soumission et l'approbation du PIF sur les aires protégées au près du fonds pour l'environnement mondial,
- ◆ La validation technique et la traduction du plan d'aménagement et de Gestion du Parc marin de Mohéli,
- ◆ La validation technique et la traduction du plan du plan d'affaire du Parc marin de Mohéli
- ◆ La réalisation des enquêtes publiques sur la création des aires protégées.

4.2.4 Secteur Croissance Economique

Tableau 1.4 Financements EFW au secteur Croissance Economique

Projet	Organisations	Fonds Alloues		Dépenses au 31 Déc. 2012	Taux d'absorption ⁵
		Montant	Date		
Projet 00080098 Croissance Economique (réf. MPTF Office)	PNUD	114,000.00	12/11/2012		
		50,000.00	10/14/2011		
		164,000			
	UNCDF	50,000.00	10/14/2011	16,480	32.96 %
	TOTAL	214,000		16,480	

Projet d'Appui à la Finance Inclusive aux Comores (PAFIC)

Le PAFIC a proposé un schéma d'utilisation des fonds One UN qui les intègre parfaitement dans le dispositif technique et financier en cours notamment dans l'axe Lutte contre la pauvreté de UNDAF des Comores, qui favorise l'obtention d'une valeur ajoutée réelle et pratique et qui conduit à un impact économique et social certain. Deux types d'objectifs sont concernés : 1- réaliser le développement de nouveaux produits adaptés aux clients à faible revenus ; 2-former les Institutions de Micro-finance (IMF) dans la gestion du crédit et développement de nouveaux produits et finance inclusive

Sur la période considérée, les résultats obtenus sont :

- ◆ La réalisation du Programme a permis aux acteurs principaux des IMF aux Comores d'intégrer parfaitement la démarche professionnelle de développement de nouveaux produits et la nécessité d'une bonne adaptation aux besoins des clients pour améliorer l'accessibilité aux produits financiers de base. 20 responsables sont formés parfaitement sur cette démarche et connaissent totalement l'ensemble des mécanismes techniques et sociologiques y afférents.
- ◆ Les 3 institutions concernées, l'Union des Meck, l'Union des Sanduk d'Anjouan et l'Union des Sanduk de Moheli ont apporté des contributions en termes de préparation des ressources humaines, de complément des frais quand c'est nécessaire mais surtout d'intégration de cette nouvelle activités dans les plans de travail pour les années à venir.

5. Performance financière (section à fournir par le bureau MPTF)

Cette section décrit l'exécution du budget du Fonds One UN des Comores. Ce rapport financier consolidé couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2012 et fournit des données financières sur

⁵ N'inclut pas les transferts effectués en décembre 2012, car ces fonds n'ont pas été programmés en 2012

les progrès accomplis dans la mise en œuvre des projets financés. Il est affiché sur le MPTF Office GATEWAY à l'adresse : <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/KM100>.

Le financement EFW MPTF a été attribué selon les besoins établi lors de l'élaboration du Programme Unique et des plans annuels de travail avec les secteurs concernés. La somme de 714 000\$US pour la deuxième tranche du EFW a servi à soutenir huit projets conduits par onze agences onusiennes opérant dans le pays. Les Agences et les ministères impliqués ont répondu aux exigences du Protocole d'accord et de l'AA (PNUD).

5.1 Sources, utilisations, et le solde des fonds

Fin décembre 2012, le Fonds One UN des Comores a reçu un total de dépôts d'US\$ 4,42 millions de dollars, et a transféré US\$ 4,39 millions de dollars aux Organisations participantes. Le total des dépenses des Organisations participantes étaient d'US\$ 2,79 millions en 2012, ce qui représente 63.7 pour cent des fonds transférés. Le **Tableau 2.1** donne un aperçu financier de l'ensemble des sources, des utilisations et le solde de fonds jusqu'au 31 décembre 2012.

Tableau 2.1 : Aperçu financier pour la période terminant le 31 décembre 2012 (montants en dollars US)

	Annuel 2011	Annuel 2012	Cumulatif
Source des fonds			
Contributions brutes	1,932,000	1,353,000	4,424,000
Revenus d'intérêts et de placements gagnés sur les fonds	3,565	2,958	9,314
Revenus d'intérêts reçus des organisations participantes	706	753	1,459
Remboursements par l'agent administratif aux contributeurs	-	-	-
Solde des fonds transféré au Bureau MPTF	-	-	-
Autres revenus	-	-	-
Total : Sources des fonds	1,936,271	1,356,711	4,434,773
Utilisation des fonds			
Transfert aux organisations participantes	1,208,611	2,050,577	4,386,797
Remboursements reçus des organisations participantes	-	-	-
Montant net de financement accordé aux organisations participantes	1,208,611	2,050,577	4,386,797
Frais de l'agent administratif	19,320	13,530	44,240
Coûts directs : (Secrétariat...etc.)	-	-	-
Coûts bancaires	24	44	69
Autres dépenses	-	-	-

Total : Utilisation des fonds	1,227,955	2,064,151	4,431,106
Variation du solde de trésorerie auprès de l'agent administratif	708,316	-707,440	3,667
Solde des fonds en début d'exercice (1 janvier)	2,791	711,107	-
Solde des fonds en fin d'exercice (31 décembre)	711,107	3,667	3,667
Montant net de financement accordé aux organisations participantes	1,208,611	2,050,577	4,386,797
Dépenses des organisations participantes	861,052	873,163	2,791,943
Solde des fonds auprès des organisations participantes			1,594,855

Outre les contributions des donateurs, le Fonds reçoit également des fonds de l'intérêt gagné sur le revenu. Les deux sources de revenus d'intérêt sont les suivants : (1) les intérêts gagnés par le MPTF Office sur le solde des fonds avec l'Agent administratif du compte du Fonds ; et (2) les revenus d'intérêts provenant des Organisations participantes, ce qui est le montant gagné par les Organisations participantes sur le solde non décaissé des fonds. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2012, l'intérêt du Fonds s'élevait à US\$ 3,711.

5.2 Les contributions des bailleurs de fonds

Le Tableau 2.2 présente la distribution des contributions reçues. A ce stade, le Fonds est financé uniquement par le EFW.

Tableau 2.2 : Contributions des bailleurs de fonds (montants en dollars US)

Nom du bailleur de fonds	Dépôts		
	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2011	Année en cours janvier à décembre 2012	Total
EFW	3,071,000	1,353,000	4,424,000
Total:	3,071,000	1,353,000	4,424,000

5.3 Transferts de fonds

5.3.1 Transferts aux Organisations participantes

Onze Organisations participantes ont signé le mémorandum d'entente. La distribution du montant net financé, consolidé par Organisation participante est résumée dans le **Tableau 2.3**.

Tableau 2.3 : Montant net financé par Organisation participante (montants en dollars US)

Organisation participante	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2011	Année en cours janvier à décembre 2012	TOTAL
FNUAP	420,306	140,694	561,000
UNICEF	557,000	421,000	978,000
OMS	270,000	61,000	331,000
PNUD	828,915	1,427,883	2,256,797
UNESCO	210,000	–	210,000
UNCDF	50,000	–	50,000
Total	2,336,221	2,050,577	4,386,797

En 2012, le PNUD a reçu le plus grande part du financement (69.6 pour cent), suivi de UNICEF (20.5 pour cent), UNFPA (6.9 pour cent), et l'OMS (3 pour cent).

5.3.2 Transferts par domaines prioritaires d'intervention

Le Fonds contient les secteurs / domaines prioritaires d'intervention suivants : « Environnement, Gouvernance, Capital Humain – Gestion du Changement, et croissance économique ». Le **tableau 2.4** ci-dessous montre le montant approuvé par domaine prioritaire d'intervention.

Tableau 2.4 : Montant net financé par domaine prioritaire d'intervention (montants en dollars US)

RESULTATS UNDAF/PROGR. UNIQUE / SECTEURS	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2011	Année en cours janvier à décembre 2012	TOTAL
Environnement	190,000	99,000	289,000
Gouvernance	372,306	655,694	1,028,000
Capital Humain et Gestion du Changement	1,673,915	1,181,883	2,855,797
Croissance économique	100,000	114,000	214,000
Total	2,336,221	2,050,577	4,386,797

5.4 Dépenses déclarées par les Organisations participantes

Les dépenses des projets sont engagées et suivies par chaque Organisation participante, et elles sont combinées sous huit catégories de dépenses fixées par les Organisations du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD).

Tous les rapports des dépenses ont été soumis par les Organisations participantes au MPTF Office à travers l'UNEX - l'outil de transmission de rapports financiers du MPTF Office. L'information financière de 2012 a été affichée sur le site [MPTF Office GATEWAY](#) et peut aussi être trouvée dans les tableaux ci-inclus.

5.4.1 Dépenses globales et taux d'exécution

Le **Tableau 2.5** ci-dessous affiche les transferts et les dépenses du Fonds et présente les taux d'exécution. En 2012, les dépenses déclarées s'élevaient à US\$ 873,163 pour un total de dépenses cumulées de US\$ 2,791,943. Le taux d'exécution cumulé au 31 décembre 2012 est égal à 63.64 pour cent. Le taux d'exécution est relativement bas du a l'inclusion dans le rapport financier du transfert effectuée en décembre 2012 pour les activités à exécuter en 2013 (Montant de US\$ 1,343,716.59 sur un total net financé de US\$ 4,386,797). Le taux d'exécution uniquement pour les activités budgétisés et mise en œuvre en 2012 est donc de 91.7 %. Le **Tableau 2.5** ci-dessous affiche l'aperçu financier.

Tableau 2.5 : Aperçu des finances avec distribution par domaine prioritaire d'intervention (en dollars US)

Domaine prioritaire d'intervention	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2011		Année en cours janvier à décembre 2012		TOTAL		Taux d'exécution (%)
	Montant net financé	Dépenses	Montant net financé	Dépenses	Montant net financé	Dépenses	
Environnement	190,000	183,290	99,000	57,642	289,000	240,932	83.37
Gouvernance	372,306	122,201	655,694	404,673	1,028,000	526,874	51.25
Capital Humain et Gestion du Changement	1,673,915	1,609,789	1,181,883	397,867	2,855,797	2,007,657	70.30
Croissance économique	100,000	3,500	114,000	12,980	214,000	16,480	7.70
Total	2,336,221	1,918,780	2,050,577	873,163	4,386,797	2,791,943	63.64

Le domaine prioritaire d'intervention qui a reçu le plus grande part du financement est « Capital Humain et Gestion du Changement » avec US\$ 2,855,797 et avec un taux d'exécution de 70.30 pour cent ; « Gouvernance » avec US\$ 1,028,000, avec un taux d'exécution de 51.25 pour cent. Ce domaine prioritaire d'intervention a notamment un taux d'exécution bas parce qu'il a reçu une enveloppe supplémentaire de US\$ 288,000 en faveur de l'UNICEF pour exécution en 2013 et par le fait que les projets PNUD de ce secteur affichent un taux d'exécution de seulement 46.94%.

5.4.2 Les dépenses cumulées des Organisations participantes, avec distribution par catégorie

Les dépenses cumulées déclarées par les Organisations participantes sont présentées dans le **Tableau 2.6** dans les huit nouvelles catégories harmonisées du GNUD.

Tableau 2.6 : Total des dépenses par catégories

Categories	Dépenses			% des coûts programmés
	Années précédentes jusqu'au 31 déc. 2011	Année en cours jan. à déc. 2012	Total	
Provisions, produits, équipement et transport (Ancienne)	851,592	-	851,592	32.26
Personnel (personnel, consultants et voyage) (Ancienne)	574,680	-	574,680	21.77
Formation des partenaires (Ancienne)	19,964	-	19,964	0.76
Contrats(Ancienne)	318,101	-	318,101	12.05
Autres coûts directs (Ancienne)	65,786	-	65,786	2.49
Frais de Gestion	88,658	63,289	151,947	5.76
Personnel et autres coûts (Nouvelle)	-	150,377	150,377	5.70
Fournitures, marchandises et matériels (Nouvelle)	-	180,946	180,946	6.85
Equipements, Véhicules, Meubles y compris leur dépréciation (Nouvelle)	-	26,950	26,950	1.02
Services contractuels (Nouvelle)	-	146,372	146,372	5.54
Déplacements (Nouvelle)	-	32,755	32,755	1.24
Transferts et subventions (Nouvelle)	-	126,398	126,398	4.79
Exploitation générale (Nouvelle)	-	146,076	146,076	5.53
Coût d'appui indirects	1,830,122	809,873	2,639,996	100.00
TOTAL	1,918,780	873,13	2,791,943	

Transparence et responsabilité

Le MPTF Office continue à fournir des informations sur GATEWAY (<http://mptf.undp.org>) – une plateforme de connaissances offrant en temps réel les données - l'information financière du système de comptabilité MPTF des contributions des donateurs, budgets des programmes et les transferts aux Organisations participantes des Nations Unies. Tous les rapports narratifs sont publiés sur le site MPTF GATEWAY qui fournit un accès facile à près de 9,600 rapports et documents pertinents, avec des outils et des tableaux d'affichage des données financières et de programmes. En fournissant un accès facile à l'augmentation du nombre de rapports d'étape et les documents connexes téléchargés par les usagers dans le domaine, il facilite le partage des connaissances et de la gestion entre les organismes des Nations Unies. Il est conçu pour fournir de façon transparente et responsable des services de gestion de fonds au système des Nations Unies pour renforcer la cohérence, l'efficacité et l'efficience. Le MPTF Office GATEWAY a été reconnu comme un « Modèle » par les homologues et les partenaires. En outre, le GATEWAY offre également une page Web pour le fonds, <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/KM100>, avec une mise à jour des informations sur les activités du Fonds.

6. Conclusion : « ways forward »

Au cours de 2012, l'Equipe Pays a connu une transition avec la venue d'un nouveau Coordonnateur Résident nécessitant une adaptation dans le mode de fonctionnement et le suivi des différents dossiers. Toutefois, les travaux pour le EFW se sont intensifiés dans le but d'atteindre les résultats attendus. Cette deuxième tranche de financement du EFW a permis de soutenir certains volets de projets en apportant un complément budgétaire : projet de services d'écoute, appui au fichier électorale, le DDR et le projet du secteur éducation et pour celui des aires protégées. Le EFW a fourni les moyens nécessaires pour poursuivre des travaux qui seront financés lors de la troisième tranche : la finance inclusive, chaîne des valeurs, EDS-MICS, le plan d'urgence, la santé maternelle, appui à l'Observatoire du Karthala et la gestion des déchets. Le BCR sera aussi bénéficiaire des financements ultérieurs du EFW.

Annexe Financiere

Dépenses par projets et organisations pour chaque secteur / Tableau Standard - Bureau MPTF

Sector / Project No. and Project Title	Participating Organization	Total Approved Amount*	Net Funded Amount	TOTAL Expenditure	Delivery Rate (%)
Climate Change					
00075211 Comoros - Environment	UNDP	289,000	289,000	240,932	83.37
Climate Change Total		289,000	289,000	240,932	83.37
Good Governance					
00080099 Comoros-Governance	UNFPA	231,000	231,000	160,343	69.41
00080099 Comoros-Governance	UNICEF	457,000	457,000	206,950	45.28
00080099 Comoros-Governance	UNDP	340,000	340,000	159,582	46.94
Good Governance Total		1,028,000	1,028,000	526,874	51.25
Investment in Human Capital					
00075208 Comoros - Maternal Health	UNFPA	330,000	330,000	330,000	100.00
00075208 Comoros - Maternal Health	UNICEF	171,000	171,000	97,944	57.28
00075208 Comoros - Maternal Health	WHO	331,000	331,000	260,865	78.81
00075209 Comoros - Education	UNESCO	210,000	210,000	204,192	97.23
00075209 Comoros - Education	UNICEF	350,000	350,000	345,047	98.58
00075313 Comoros - Change Management	UNDP	1,463,797	1,463,797	769,609	52.58
Investment in Human Capital Total		2,855,797	2,855,797	2,007,657	70.30
Sustainable Economic Growth					
00080098 Comoros- Sustainable Economic	UNCDF	50,000	50,000	16,480	32.96
00080098 Comoros- Sustainable Economic	UNDP	164,000	164,000	-	0.00
Sustainable Economic Growth Total		214,000	214,000	16,480	7.70